



Conseil Municipal

Séance du 10 mai 2019

L'an deux mille dix-neuf, le dix mai, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Didier FERJOUX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER,

POUVOIRS : Madame Sophie SEGUIN donne pouvoir à Madame Christine ROYER, Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Virginie DOMINOT donne pouvoir Madame Françoise DEBIN, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Monsieur Patrick SITAUD donne pouvoir à Monsieur Dominique LUSSEAU, Madame Anne VERMOTE donne pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND,

20h 25 : Madame Maryline SOLEILHAC donne pouvoir à Madame Marie-Jo DELECROIX

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 29 mars 2019 est adopté à l'unanimité par les membres du conseil.

§2- Délibérations

Délibération n° 1- CONVENTION PREALABLE POUR L'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DES TERRAINS, VOIES ET EQUIPEMENTS PUBLIC- Lotissement des Bouleaux

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet de convention préalable pour l'incorporation dans le domaine public des terrains, voies et équipements publics pour l'opération Lotissement Les Bouleaux.

Cette convention est conclue entre la commune de Dissay, la Communauté urbaine Grand Poitiers et Habitat de la Vienne.

Après délibération, le conseil accepte les termes de cette convention et autorise Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2 : Tarif occupation du domaine public

Suite aux travaux d'aménagement du Centre-bourg les commerçants ont sollicité la possibilité d'installer des terrasses, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de définir un tarif.

Proposition

Redevance d'occupation du domaine public terrasse forfait annuel par m2	12.50 €
Extension de terrasse par jour et par m²- <i>A titre exceptionnel, le gérant d'un établissement pourra être amené à demander une extension de terrasse pour une manifestation dont il sera à l'origine</i>	0.50 €

Après délibération, le conseil décide d'appliquer ce tarif pour l'installation de terrasse à compter du 1^{er} juin 2019

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 3 : Subvention club cynophile

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la demande de subvention du club cynophile pour un montant de 300€.

Après délibération, le conseil décide d'octroyer la somme de 300€ au club cynophile.

Adopté à l'unanimité

20 h 25 : Madame Maryline SOLEILHAC quitte la séance du conseil et donne pouvoir à Madame Marie-Jo DELECROIX

Délibération n° 4 : Dénomination des rues du Lotissement Les Bouleaux

Monsieur le Maire informe les membres du conseil, qu'il convient de dénommer les quatre rues du futur lotissement « Les Bouleaux »

Après délibération, le conseil choisit

- Rue du Bois Joli
- Rue des Sorbiers
- Rue des Cormiers
- Rue des Alisiers

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 5 : Harmonisation du transport scolaire en Région Nouvelle Aquitaine- Sectorisation – Modulation - Convention

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

§ 1- Périmètre du partenariat

- Commune de rattachement : Dissay
- Ecoles de rattachement : Maternelle Tony LAINÉ et Elémentaire Paul-Émile VICTOR

§ 2- Prise en charge éventuelle de la participation familiale

Le tableau suivant présente la modulation tarifaire éventuelle mise en œuvre par l'Autorité Organisatrice de 2nd rang :

Titres	BAREME REGIONAL	BAREME AO2
Tarif 1 ^{ère} tranche	30	12
Tarif 2 ^{ème} tranche	50	12
Tarif 3 ^{ème} tranche	80	12
Tarif 4 ^{ème} tranche	115	12
Tarif 5 ^{ème} tranche	150	12
Tarif interne	95	
Tarif navette regroupement pédagogique et internats	30	
.Frais de dossier complémentaire en cas d'inscription après le 20/07	15	
Duplication du titre de transport	10	
Tarif non ayant droit	195	12

§3 – Signature de la convention

Une nouvelle convention doit être établie dans le cadre du nouveau règlement adapté et applicable à compter de la mise en œuvre de la campagne de la rentrée 2019-2020 avec la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'organisation des transports scolaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'appliquer à compter de la rentrée scolaire de septembre 2019 le nouveau règlement des transports, la sectorisation, la modulation et autorise Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 6 : Offre de prêt- La Banque Postale

Monsieur le Maire rappelle que pour les besoins de financement des investissements, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant de 800 000,00 EUR.

Le conseil municipal après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2019-08 attachées et proposées par La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE PRET

Score Gissler : 1A Montant du contrat de prêt : 800 000,00EUR

Durée du contrat de prêt : 20ans

Objet du contrat de prêt : Financer les investissements

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/08/2039

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds. Montant

: 800 000,00EUR

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 09/07/2019, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 1,43%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission

Commission d'engagement : 0,10 % du montant du contrat de prêt

ARTICLE 2 : ETENDUE DES POUVOIRS DU SIGNATAIRE

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale.

Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 2

Délibération n° 7 : Offre de prêt- Crédit Agricole

Monsieur le Maire rappelle que pour les besoins de financement des investissements, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant de 600 000,00 EUR.

Le Conseil, après avoir entendu l'exposé du Maire, Président de séance, et après échange de vue :

- Prend en considération et approuve le projet qui lui est présenté

* Emprunt au Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou: 600 000 €

Le Conseil, après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L2321.1 et suivant, L 2131.1 et suivants

Décide de retenir l'offre du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou suivante :

- Montant : 600 000 €

- Prêt à taux fixe:

- Taux : 1.48 %

- Durée en mois : 240

- Périodicité : trimestrielle

- Nature de l'échéance : échéance constante

- Frais de dossier : 0.15 % du montant du prêt (avec un minimum de 120 €)

Confère en tant que de besoin, toute délégation utile à Monsieur le Maire pour la réalisation de l'emprunt, la signature du contrat de prêt à passer avec l'établissement prêteur et l'acceptation de toutes les conditions de remboursement.

Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 2

Délibération n° 8 : Avenant n°2 convention de réalisation des dossiers CNRACL

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet d'avenant présenté par le Centre de gestion pour la réalisation des dossiers CNRACL.

Après délibération, le conseil accepte les termes de cet avenant et autorise Monsieur le Maire à le signer.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 9 – convention de gestion entre Grand Poitiers et la commune de Dissay - Promotion, appui et animation de certaines activités culturelles et sportives

Grand Poitiers, issu de la fusion de cinq Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) au 1^{er} janvier 2017, exerçait, dans les anciens périmètres correspondant à chacun des EPCI ayant fusionné, les compétences transférées à titre optionnel ou supplémentaire par les communes à chacun de ces établissements publics. Grand Poitiers disposait d'un délai de deux ans pour harmoniser ses compétences facultatives sur l'ensemble de son territoire.

Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral n°2018 B1/D2 – 032 du 28 décembre 2018 a procédé à la modification des statuts de Grand Poitiers. Par cette modification statutaire, les communes se sont vues restituer un certain nombre de compétences liées à la promotion, l'appui et l'animation d'activités sportives et culturelles.

Dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation de ces compétences au sein des communes, et afin d'assurer la continuité des activités d'intérêt général et répondre aux besoins de ses administrés et des associations de son territoire, certaines communes souhaitent confier à Grand Poitiers l'appui à ces activités culturelles et/ou sportives, ainsi que l'y autorisent l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Cet article reconnaît en effet aux communautés urbaines la possibilité de se voir confier par leurs Communes membres, par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions communales.

Ce projet de convention soumise à l'approbation du Conseil concerne l'activité sportive suivante : le basket-ball.

Grand Poitiers intervient au nom et pour le compte de la commune pour l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de la convention de gestion,

La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable une fois par accord express.

Après délibération, le conseil :

- approuve le principe de la mise en place de la convention de gestion telle que définie ci-dessus
- approuve la trame de convention de gestion présentée en annexe
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de gestion avec Grand Poitiers communauté Urbaine ainsi que tout document à intervenir.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°10- Convention de partenariat avec le CPA de Lathus

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil la convention de partenariat entre la commune et le CPA de Lathus.

Moyennant la diffusion auprès des familles des dépliant des activités du CPA, ces dernières peuvent bénéficier d'une réduction de 15% sur les frais d'inscription.

Après délibération, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

Adopté à l'unanimité

§3 Questions et informations diverses

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

La séance est levée à 23 h 15

Prochain conseil :

- **29 juin à 09 h 00**